

Points saillants du Projet d'évaluation des besoins des personnes trans

QUI? La Société canadienne du sida avec les conseils d'orientation d'un Comité consultatif communautaire national, et sur l'approbation éthique du Comité d'éthique de la recherche de l'Agence de la santé publique du Canada.

QUOI? Quarante-deux questions ont permis d'explorer le genre, le revenu, l'emploi, le logement, les expériences de discrimination et de harcèlement, le soutien, les soins de santé, l'état de santé, la transition, le recours aux OLS, de même que d'autres besoins.

OÙ? À l'échelle du Canada.

QUAND? Entre septembre 2013 et janvier 2014.

POURQUOI? Pour mieux comprendre les besoins des personnes trans*, afin de renforcer la capacité des organismes de lutte contre le sida (OLS) de leur fournir des services.

* inclut les personnes transgenres, transsexuelles, genderqueer, intersexuées et autrement non conformées au genre.

Résultats

Les données contenues dans 460 questionnaires remplis complètement ou partiellement ont servi à l'analyse. Des nombres presque égaux de répondants se sont identifiés comme des hommes trans et comme des femmes trans. Plus d'un quart (26 %) se sont identifiés comme étant genderqueer. L'âge moyen était de 29 ans. Dans l'ensemble, ils étaient éduqués. Un tiers était composé d'étudiants.

Nous avons également procédé à des entrevues d'informateurs clés avec sept organismes de lutte contre le sida (OLS) et deux organismes de services de santé pour lesbiennes, gais, bisexuel-les, trans et queer (LGBTQ) pour explorer les besoins des personnes trans dans la perspective des fournisseurs de services, de même que les défis de la prestation de ces services.

- 51 % des répondants ont estimé que leur revenu avant impôt pour les 12 mois précédents avait été de moins de 20 000 \$. Un sur cinq a déclaré être en situation de stress financier sévère.
- 85 % ont déclaré rencontrer du harcèlement parce qu'ils sont des personnes trans. 22 % avaient été agressés physiquement et 19 % avaient été agressés sexuellement. 11 % ont déclaré ne pas se sentir en sécurité même chez eux.
- 19 % n'avaient révélé leur identité de genre à aucun de leurs fournisseurs de services de santé. 15 % n'en avaient parlé à aucun membre de leur famille immédiate.
- 23 % ne souhaitaient pas avoir une réassignation sexuelle chirurgicale; 28 % avaient déjà obtenu cette intervention, 9 % étaient dans le cours de ce processus, et 34 % désiraient obtenir cette réassignation mais ne l'avaient pas encore eue.
- 27 % avaient des enfants.
- 18 % ont déclaré que leur santé mentale n'était pas bonne. Ceci a de sérieuses implications, compte tenu du taux élevé que l'on connaît de tentatives de suicide dans la population trans ainsi que du manque de ressources en santé mentale compétentes pour s'occuper de personnes trans.
- Seulement 0,8 % des répondants ont déclaré être séropositifs au VIH, 1,9 % ont répondu préférer ne pas dévoiler leur statut VIH et 17,9 % ne pas le connaître. Cependant, la plupart n'avaient jamais été dépistés pour le VIH (39 %) ou ne l'avaient pas été depuis plus d'un an (35 %). De ceux qui ont déclaré ne pas avoir été dépistés depuis 12 mois, 68 % ont affirmé ne pas être à risque pour le VIH.
- Un tiers de tous les répondants ont déclaré ne pas être sexuellement actifs.

Les besoins les plus pressants identifiés par les personnes trans qui ont répondu au questionnaire étaient :

1. Meilleur accès à des soins de santé de toutes sortes, qui soient compétents en matière trans et respectueux – y compris les soins de santé primaire, les soins de santé mentale, les soins d'urgence, de même que les soins de santé spécifiquement trans comme la thérapie de genre, la thérapie hormonale et les chirurgies de réassignation sexuelle.
2. Amélioration de l'éducation du public ainsi que de la compréhension et de l'acceptation à l'égard des personnes trans. Les personnes trans ont besoin que prennent fin la discrimination et la transphobie. La discrimination a pour effet de priver les personnes trans d'un accès juste et équitable en matière de droits de la personne, d'emploi, de revenu, de soins de santé, de droit de séjour, et pratiquement dans toutes les autres sphères de la vie en société. La transphobie pose des menaces directes et continues à leur sécurité, à leur santé physique et mentale, voire parfois à leur vie.

Recommandations à l'intention des organismes de lutte contre le sida

- Se faire partenaires des communautés et organismes trans, au palier local. Connaître les ressources offertes localement.
- Inclure des personnes trans dans le personnel, le conseil d'administration et les comités consultatifs. S'efforcer d'inclure la diversité trans (homme à femme, femme à homme et genderqueer).
- Fournir des programmes spécifiques aux personnes trans et dirigés par des personnes trans, à l'intention des personnes qui s'identifient comme trans, afin qu'elles ne se sentent pas noyées dans la masse ou marquées d'altérité. Reconnaître que des programmes à ségrégation selon le genre entraînent des difficultés pour plusieurs personnes qui s'identifient comme non conformes à la dichotomie du genre ou genderqueer.
- Veiller à ce que tous les employés, clients et membres du conseil d'administration reçoivent une formation de base concernant les réalités trans, et à ce que les fournisseurs de services reçoivent une formation continue en matière trans.
- Être conscients des obstacles additionnels que les personnes trans rencontrent en ce qui a trait au dépistage du VIH et au dévoilement de l'infection, y compris l'évitement des milieux de soins de santé, la stigmatisation double et l'effacement.
- Assurer que les lieux physiques soient inclusifs à l'égard des personnes trans, à l'aide d'affiches, de matériel sur la santé sexuelle et d'autres ressources. Convertir les cabinets de toilette individuels en des cabinets de toilette pour tous les genres (modifier les écriteaux) et considérer la possibilité de faire de même pour les salles de toilettes communales.
- Mettre à jour les énoncés de mission, les politiques sur les ressources humaines ainsi que les politiques anti-harcèlement.

Recommandations des données épidémiologiques

Des données épidémiologiques canadiennes exactes, concernant le VIH dans la population trans, sont nécessaires. Pour le moment, nous ne pouvons qu'utiliser des estimations tirées d'études étatsuniennes et internationales. Avec des réserves et des mises en garde, nous les adaptons au contexte canadien, qui diffère grandement. Nous sommes dans l'inconnu. Pour mettre au point une réponse au VIH qui soit fondée sur des données probantes, en lien avec la population trans, nous avons besoin de faits et de preuves. Pour que la population trans puisse être priorisée, et fasse l'objet de ressources adéquates des instances de financement, des données probantes sont nécessaires. Ces données aideraient à circonscrire les problèmes, à mettre en œuvre des solutions, à planifier, à déterminer les priorités, à demander les opinions de la communauté, et à catalyser la sensibilisation, le soutien et l'action. Recommandations :

- Que les provinces, dans la collecte des données épidémiologiques qu'elles colligent déjà concernant les hommes et les femmes, étendent leurs outils de collecte de façon à inclure les personnes qui s'identifient comme trans.
- Que l'Agence de la santé publique du Canada explore les meilleurs moyens pour obtenir des données plus détaillées concernant la population trans.
- Que les provinces et l'Agence de la santé publique du Canada consultent les communautés trans afin de déterminer les meilleures façons de collecter cette information de manière à s'assurer de poser les questions pertinentes, de le faire avec sensibilité et respect, et à veiller à ce que le processus repose sur l'action de la communauté. Un élément crucial de cette consultation consisterait à discuter des façons par lesquelles les données épidémiologiques seraient bénéfiques aux communautés trans.

